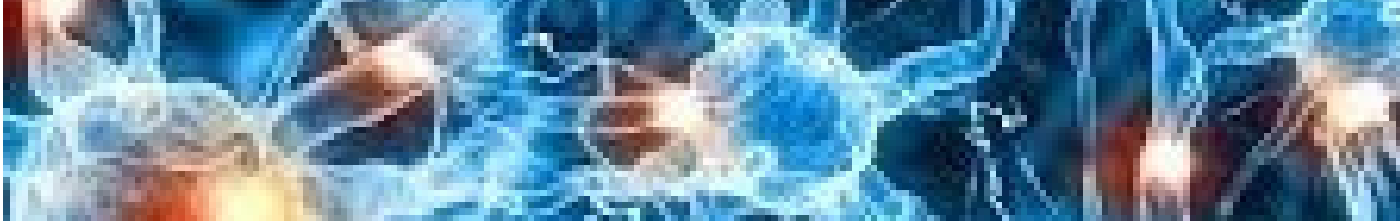


SAMEDI 31  
MAI 2026

# Parole libre & Liberté Vraie

Dr Anne-Marie YIM

Chimiste | Chercheur indépendant



## Etat de lieu du déploiement du portefeuille d'identité numérique au Mexique en 2026

Ayant vu un article sur l'adoption d'une loi obligeant chaque numéro de téléphone du citoyen Mexicain, à être lié à une identité numérique, j'ai interrogé Gemini, à ce propos.

Je reproduis, ci-dessous, la réponse faite par l'IA de Google.

**Le débat sur l'équilibre entre la sécurité publique, l'identification numérique et la protection des libertés fondamentales est en effet un sujet majeur et crucial à l'ère numérique.**

Votre message souligne une préoccupation légitime partagée par de nombreux défenseurs des droits numériques à travers le monde. Cependant, pour que la discussion repose sur des faits précis, il est important d'apporter une nuance importante concernant la situation spécifique du Mexique.

Le contexte juridique au Mexique, bien que le gouvernement mexicain ait tenté à plusieurs reprises de mettre en place un registre obligatoire des utilisateurs de téléphones portables lié à des données biométriques (notamment avec la loi PANAUT votée en 2021), cette initiative spécifique a fait l'objet de vives contestations juridiques.

### L'annulation par la Cour suprême

En avril 2022, la Cour suprême de justice de la Nation (SCJN, Suprema Corte de Justicia de la Nación) du Mexique a déclaré le registre PANAUT (Padrón Nacional de Usuarios de Telefonía Móvil): **inconstitutionnel**.

La plus haute juridiction du pays a estimé que l'obligation de fournir des données biométriques pour utiliser un téléphone portable *violait le droit à la vie privée, à la protection des données personnelles et n'était ni proportionnée, ni nécessaire pour lutter contre la criminalité.*

### Évolutions récentes (2025-2026)

Plus récemment, le Mexique a mis en place une modernisation de son identifiant national: le CURP biométrique (Clave Única de Registro de Población). Cette initiative vise à intégrer des données biométriques : empreintes digitales, photographies faciales et signatures numériques, établissant ainsi un système national centralisé d'identité biométrique pour réduire le vol d'identité et aider aux enquêtes sur les personnes disparues.

Bien que des réformes récentes obligent désormais à lier les numéros de téléphone à une identité vérifiée (comme le CURP ou un passeport pour les touristes) d'ici le **30 juin 2026** pour lutter contre les fraudes, le déploiement massif et centralisé des données biométriques directement pour l'activation des lignes mobiles continue de faire l'objet de batailles judiciaires et de suspensions par les tribunaux mexicains, qui protègent le droit à la vie privée des citoyens. L'enjeu de la normalisation de la vérification d'identité

Au-delà du cas mexicain, votre argument central reste au cœur des discussions internationales sur la gouvernance d'Internet.

La tentation de lier l'accès au réseau ou aux réseaux sociaux à une pièce d'identité officielle soulève plusieurs questions éthiques et techniques : **la fin de l'anonymat**. Pour de nombreux militants, l'anonymat en ligne est un pilier de la liberté d'expression, essentiel pour les lanceurs d'alerte, les journalistes et les opposants politiques dans les régimes autoritaires.

La sécurité des données : centraliser les identités réelles de millions d'utilisateurs crée des "miels attractifs" (honeypots) pour les cybercriminels. Si une base de données gouvernementale ou privée contenant des identités liées à des comportements en ligne est piratée, les conséquences sont majeures.

### L'exclusion numérique

Exiger des pièces d'identité officielles ou des données biométriques peut marginaliser les populations les plus vulnérables qui n'ont pas un accès facile à ces documents. La vigilance des citoyens et des organisations de défense des droits fondamentaux (comme la R3D au Mexique ou la Quadrature du Net en Europe) reste donc essentielle pour préserver un Internet ouvert, libre et sûr.

Dr Anne-Marie Yim, PhD